

Les riches traditions Roumaines sacrifiées.

Communiqué de presse diffusé par l'Association des Chevaux de Travail de Roumanie.

Allant de notre petit village de montagne à la ville de Bistrita l'autre jour, nous nous arrê tâmes plusieurs fois pour prendre des photos de villageois voyageant sur leurs charrettes à cheval. Nous sentons l'importance de prendre ces photos des traditions roumaines, car elles ne vont pas être toujours là.

Et certainement pas si le gouvernement Roumain continue sur sa lancée. Entre les nouvelles lois qui rendent difficile la sauvegarde d'aspects cruciaux de la vie traditionnelle des Roumains et les interprétations (strictes à l'excès, voire ridicules) des lois européennes, ce gouvernement semble se voir une vocation dans la destruction des riches traditions de son pays.

On n'a pas besoin de voyager loin en dehors des cités Roumaines pour voir que la plupart des habitants vivent encore de leurs terres, à travers les fermes et la forêt, utilisant les chevaux pour le travail et le transport. La plupart de ces gens continuent à utiliser les méthodes traditionnelles d'agriculture par choix ET par nécessité; les équipements modernes ne sont pas seulement impraticables sur les petites parcelles et les terrains en montagne souvent accidentés, ils sont trop chers. L'essence et le gas-oil le sont aussi.

Mais dans sa course à la modernisation, le gouvernement Roumain a décidé que l'on peut bien se passer des traditions et de ceux qui s'y accrochent. Une des lois les plus néfastes, entrée en vigueur récemment, est l'article 71 du code de la route, qui interdit aux attelages de circuler sur les routes nationales.

C'est une loi qui pénalise la majorité de la population Roumaine, une loi aussi irréfléchie que le plan de Ceausescu pour organiser tous les villages selon le même système.

Manifestement les bureaucrates urbains à Bucarest ont oublié de prendre en considération le fait que dans beaucoup de régions du pays la route principale qui relie ville et village est la SEULE route disponible. (Durant la période communiste toutes ces routes avaient été classées « routes nationales »). Ils ont oublié de voir que, en dehors des environs encombrés de Bucarest, beaucoup de « routes nationales » sont relativement tranquilles. Quelques unes même ne sont pas revêtues d'asphalte ou de ciment.

Le gouvernement Roumain prétend que « 10% des accidents de la route sont causés par des charrettes à cheval ». Nous devrions corriger cette déclaration en disant que « dans 10% des accidents des charrettes à cheval sont impliquées ». La plupart des accidents sont causés par des conducteurs de voitures roulant trop vite ou conduisant sans faire attention. Cependant les fonctionnaires favorisent les engins motorisés et préfèrent culpabiliser les petits paysans qui n'ont pas de moyens pour défendre leurs intérêts.

Les législateurs ignorent le fait qu'en rendant la vie rurale plus difficile, ils ne feront pas seulement augmenter le chômage, mais ils priveront la Roumanie d'une de ses plus grandes richesses : la tradition.

Il y a plus. Bannir les charrettes à cheval des routes principales, voilà encore un nouveau pas vers l'élimination de ce qui est unique et attirant pour les touristes. Les chances de la Roumanie pour devenir la prochaine grande destination touristique sont gaspillées et la population Roumaine souffrira une fois de plus des actions irréfléchies de son gouvernement.

Malheureusement il y a des preuves que la police Roumaine utilise l'article 71 du code de la route pour persécuter les Tsiganes. Un reportage du journal télévisé a montré des agents de police en train de chicaner des tziganes et de confisquer leurs chevaux.

Non seulement ceci est un exemple de racisme institutionnel, mais la police roumaine n'a pas les moyens pour prendre en charge des chevaux confisqués, qui de ce fait risquent d'être négligés et maltraités.

L'Association des Chevaux de Travail demande une modification du code de la route Roumain.

Les véhicules hippomobiles doivent être autorisés à circuler sur toutes les nationales à l'exception de celles, peu nombreuses, où le risque est excessivement élevé. Une étude nationale est requise pour identifier, suivant des critères intelligents, les voies où le trafic motorisé est trop dense pour que les

véhicules tirés par des chevaux puissent circuler en sécurité. Toutes les autres routes doivent être ouvertes aux véhicules hippomobiles.

L'Association des Chevaux de Travail invite le gouvernement Roumain à cesser de chicaner les gens qui utilisent des chevaux. Le gouvernement devrait par contre, prendre des mesures positives pour garantir une sécurité équitable: financer des programmes généraux de sensibilisation concernant la sécurité routière, faire respecter strictement les limitations de vitesse et investir dans des voies réservées aux attelages tracées parallèlement aux routes nationales, partout où cela est nécessaire. Le gouvernement devrait promouvoir la vie rurale, puisque les petites fermes productives offrent aux Roumains les meilleures chances pour un futur durable et sain.

Julian ROSS
Director
Working Horse Association
Lunca Ilvei, Bistrita-Nasaud
28 novembre 2007

Note biographique :

Julian ROSS a quitté son Angleterre natal en 1999 pour la Roumanie, fondant le « Stefan cel Mare Equestrian Centre (www.riding-holidays.ro) ». Son objectif est de présenter aux visiteurs la beauté naturelle et le mode de vie traditionnel de la Transylvanie.

L'Association des Chevaux de Travail est une association sans but lucratif qui veut promouvoir le bien-être et l'utilisation des chevaux de trait en Roumanie :

Association Pentru Cai de Munca,
CUI 1429890, Str. Bolovan nr. 340
427125 Lunca Ilvei, Bistrita-Nassaud
ROUMANIE
Tel: 0723-626039
e-mail: jcross.romania@gmail.com

Traduction d'Hervé Jourdain (pour la Fectu et Hippotese)